

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 07/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SETRAD

Les Pierrelets
45380 Chaingy

Références : VAT 20230134
Code AIOT : 0010007189

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2023 dans l'établissement SETRAD implanté Lieu-dit Le Bois de l'Herbault et Terres d'Escures 45140 Bucy-Saint-Liphard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETRAD
- Lieu-dit Le Bois de l'Herbault et Terres d'Escures 45140 Bucy-Saint-Liphard
- Code AIOT : 0010007189
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une installation de stockage de déchets non dangereux autorisée depuis 2007.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites des visites 2022
- Traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-------------------------|---|--|---|-----------------------|
| 4 | Déchets interdits | Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 7 | Contrôle cohérence FIPA | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30 III. | Susceptible de suites | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 8 | Déchets autorisés | Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.1. | / | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 11 | Directive IED | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 64 | / | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Contenu de l'attestation producteurs SPL | Code de l'environnement du 08/02/2023, article R.541-48-4-II | Susceptible de suites | Sans objet |
| 2 | Contenu de l'attestation producteurs hors SPL | Code de l'environnement du 08/02/2023, article R.541-48-4-I° | Susceptible de suites | Sans objet |
| 3 | NC3 du 26/03/2021 : contrôle qualité perméats | AP Complémentaire du 02/03/2017, article 4.7 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 12 | Plan d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.2.7 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------|--|--|-------------------|
| 14 | Traçabilité - Sortants | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 | / | Sans objet |
| 16 | Traçabilité - RNDTS | Code de l'environnement du 08/02/2023, article R.541-43.II | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------|--|--|-------------------|
| 9 | Contrôle par vidéo | Code de l'environnement du 08/02/2023, article D.541-48-1.II | Susceptible de suites | Sans objet |
| 13 | Traçabilité - Entrants | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 | / | Sans objet |
| 15 | Traçabilité - Trackdéchets | Code de l'environnement du 08/02/2023, article R.541-45.I | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des déchets interdits sont admis sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu de l'attestation producteurs SPL

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/02/2023, article R.541-48-4-II° |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Admission des déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.</p> <p>Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> |
| Constats : (C1) Pas de changement depuis l'inspection du 03/10/2022. Absence de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée pour les déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets. |
| Observations : VI du 30/10/2022 : <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la création d'un logiciel informatique "Espace clients VEOLIA" 2022 accessible aux clients de VEOLIA. Ce logiciel en cours de mise en place leur permet de télécharger et remplir leurs attestations. Néanmoins, il n'a pas été possible de vérifier que l'ensemble des producteurs SPL ait bien téléchargé et rempli leurs attestations.</p> |
| Observations du 08/02/2023 : <p>La plateforme de l'espace client VEOLIA est en place et fonctionnelle, les clients sont habitués à l'utiliser. Le module permettant d'ajouter les attestations de tri par les producteurs est fonctionnel depuis juillet 2022, cependant tous les producteurs de déchets n'ont pas mis leur attestation de tri dans l'application malgré les relances de la plateforme. L'exploitant doit veiller à ce que les producteurs de service public local fournissent leur</p> |

| |
|--|
| attestation justifiant le respect des obligations de collecte séparée. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Contenu de l'attestation producteurs hors SPL

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/02/2023, article R.541-48-4-I° |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, contenu de l'attestation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation, une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : la liste de leurs obligations de tri, la description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier. |
| Constats : (C2) Idem que le point de constat n°1. |
| Observations : VI du 03/10/2022 : L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la création d'un logiciel informatique "Espace clients VEOLIA" 2022 accessible aux clients de VEOLIA. Ce logiciel en cours de mise en place leur permet de télécharger et remplir leurs attestations. Néanmoins, il n'a pas été possible de vérifier que l'ensemble des producteurs hors SPL ont bien téléchargé et rempli leurs attestations. |
| Observations : du 08/02/2023 : Les attestations des producteurs SACRED ou encore DECATHLON Orléans ont été montrées. Le module permettant d'ajouter les attestations de tri par les producteurs est fonctionnel depuis juillet 2022, cependant tous les producteurs de déchets n'ont pas mis leurs attestations de tri dans l'application malgré les relances de la plateforme. |
| L'exploitant doit veiller à ce que les producteurs de déchets fournissent leur attestation justifiant le respect des obligations de collecte séparée. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2017, article 4.7 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|-----------------|--------|---------|--|--|--|--|--|--|------------|---|--------|--------|----|-----------------|-----|--------|--------------|---|--|---|--------------|---|------|------|-------------------------------------|---|------|------|-------------------------------|---|------|------|-----------------------------------|---|-------|------|--------------------------------------|---|------|------|----------------|---|------|------|---------|---|-------|------|----|---|-------|------|----|---|-------|------|----|---|--------|------|----|---|-------|------|----|---|--|---------|----|---|-------|------|-----------------|---|-------|------|-----------------|---|------|------|--------|---|-------|------|----------------------|---|-----|------|-------------------|---|------|------|--------------------------------------|---|-----|------|
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la qualité des perméats | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 03/10/2022type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prescription contrôlée : <p>À chaque campagne de traitement des lixiviats, l'exploitant réalise un contrôle de la qualité des perméats par un laboratoire agréé avant toute opération d'évaporation. Un échantillon représentatif est prélevé dans le bassin de stockage des perméats et une mesure de la concentration des paramètres suivants est effectuée :</p> <table><thead><tr><th>Paramètres</th><th>:</th><th>Valeur</th><th>limite</th></tr></thead><tbody><tr><td>pH</td><td>: Compris entre</td><td>5,5</td><td>et 8,5</td></tr><tr><td>Conductivité</td><td>:</td><td></td><td>/</td></tr><tr><td>Azote global</td><td>:</td><td>< 30</td><td>mg/l</td></tr><tr><td>Matières en suspension total (MEST)</td><td>:</td><td>< 35</td><td>mg/l</td></tr><tr><td>Carbone organique total (COT)</td><td>:</td><td>< 70</td><td>mg/l</td></tr><tr><td>Demande chimique en oxygène (DCO)</td><td>:</td><td>< 125</td><td>mg/l</td></tr><tr><td>Demande biologique en oxygène (DBO5)</td><td>:</td><td>< 36</td><td>mg/l</td></tr><tr><td>Métaux totaux*</td><td>:</td><td>< 15</td><td>mg/l</td></tr><tr><td>dont Cr</td><td>:</td><td>< 0,1</td><td>mg/l</td></tr><tr><td>Cd</td><td>:</td><td>< 0,2</td><td>mg/l</td></tr><tr><td>Pb</td><td>:</td><td>< 0,5</td><td>mg/l</td></tr><tr><td>Hg</td><td>:</td><td>< 0,05</td><td>mg/l</td></tr><tr><td>Cu</td><td>:</td><td>< 0,5</td><td>mg/l</td></tr><tr><td>Zn</td><td>:</td><td></td><td>< 2mg/l</td></tr><tr><td>As</td><td>:</td><td>< 0,1</td><td>mg/l</td></tr><tr><td>Cyanures libres</td><td>:</td><td>< 0,1</td><td>mg/l</td></tr><tr><td>Phosphore total</td><td>:</td><td>< 10</td><td>mg/l</td></tr><tr><td>Phénol</td><td>:</td><td>< 0,1</td><td>mg/l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>:</td><td>< 5</td><td>mg/l</td></tr><tr><td>Fluor et composés</td><td>:</td><td>< 15</td><td>mg/l</td></tr><tr><td>Composés organiques halogénés en AOX</td><td>:</td><td>< 1</td><td>mg/l</td></tr></tbody></table> <p>* Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe et Al</p> <p>Les perméats peuvent être injectés dans l'unité d'évaporation dès lors qu'ils respectent la valeur limite applicable pour chacun des paramètres figurant le tableau ci-dessus. Dans le cas où l'analyse fait apparaître un dépassement d'une des valeurs limites, l'ensemble des perméats fait l'objet d'un nouveau traitement par l'unité de traitement ou d'une élimination selon la réglementation en vigueur .</p> | | | | | | | | | | Paramètres | : | Valeur | limite | pH | : Compris entre | 5,5 | et 8,5 | Conductivité | : | | / | Azote global | : | < 30 | mg/l | Matières en suspension total (MEST) | : | < 35 | mg/l | Carbone organique total (COT) | : | < 70 | mg/l | Demande chimique en oxygène (DCO) | : | < 125 | mg/l | Demande biologique en oxygène (DBO5) | : | < 36 | mg/l | Métaux totaux* | : | < 15 | mg/l | dont Cr | : | < 0,1 | mg/l | Cd | : | < 0,2 | mg/l | Pb | : | < 0,5 | mg/l | Hg | : | < 0,05 | mg/l | Cu | : | < 0,5 | mg/l | Zn | : | | < 2mg/l | As | : | < 0,1 | mg/l | Cyanures libres | : | < 0,1 | mg/l | Phosphore total | : | < 10 | mg/l | Phénol | : | < 0,1 | mg/l | Hydrocarbures totaux | : | < 5 | mg/l | Fluor et composés | : | < 15 | mg/l | Composés organiques halogénés en AOX | : | < 1 | mg/l |
| Paramètres | : | Valeur | limite | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| pH | : Compris entre | 5,5 | et 8,5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Conductivité | : | | / | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Azote global | : | < 30 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Matières en suspension total (MEST) | : | < 35 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Carbone organique total (COT) | : | < 70 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Demande chimique en oxygène (DCO) | : | < 125 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Demande biologique en oxygène (DBO5) | : | < 36 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Métaux totaux* | : | < 15 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| dont Cr | : | < 0,1 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cd | : | < 0,2 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pb | : | < 0,5 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Hg | : | < 0,05 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cu | : | < 0,5 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Zn | : | | < 2mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| As | : | < 0,1 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cyanures libres | : | < 0,1 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Phosphore total | : | < 10 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Phénol | : | < 0,1 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Hydrocarbures totaux | : | < 5 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Fluor et composés | : | < 15 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Composés organiques halogénés en AOX | : | < 1 | mg/l | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Constats : (C3) Il n'y a pas eu de changement depuis l'inspection du 03/10/2022. Les perméats issus de la campagne de traitement des lixiviats sont envoyés sur l'évaporateur avant d'avoir fait l'objet d'un contrôle de leur qualité. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Observations : <p>VI du 03/10/2022 :</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il n'y a pas d'arrêt du transvap'O pendant la campagne d'osmose. Les</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

nouveaux perméats sont donc mélangés avec les anciens. Il a également indiqué que le prestataire chargé du traitement des lixiviats a une obligation de résultats sur la qualité des lixiviats traités et il réalise des analyses au cours de la campagne de traitement.

Le fonctionnement actuel (une analyse par an, pas d'arrêt du transvap'O pendant la campagne d'osmose, nouveaux perméats mélangés avec les anciens) ne permet pas de réaliser un contrôle de la qualité des perméats avant toute opération d'évaporation.

L'exploitant a précisé que la prochaine campagne est prévue en mars-avril 2023 et qu'il ne solliciterait pas une modification des prescriptions compte tenu de l'arrêt définitif du site à la fin du premier trimestre 2024.

Observations du 08/02/2023 :
Pas de changement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déchets interdits

| | | |
|---|--|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.2 | | |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Déchets interdits | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Sans suite | | |
| Prescription contrôlée : Les déchets d'ordures ménagères ne sont pas autorisés à être enfouis sur le site. D'une manière générale, les déchets interdits sur le site sont ceux pouvant entraîner des dangers immédiats ou dont la réactivité vis à vis des autres déchets ou de l'eau entraîne des dangers immédiats ou différés. Est interdit l'apport des déchets suivants : <ul style="list-style-type: none"> - déchets dangereux définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement ; - déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux ; - les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement, et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple déchets de laboratoire, etc...) ; - déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ; - déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB ; - déchets d'emballages visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement ; - déchets qui, dans les conditions de mise en décharge sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables ; - déchets dangereux des ménages collectés séparément ; - déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées, mais à l'exclusion des boues) ou dont la siccité est inférieure à 30 % ; - les pneumatiques usagés ; - les déchets contenant de l'amiante : amiante lié, déchets contenant de « l'amiante-ciment » les revêtements en vinyl-amiante, agrégats contenant de l'amiante de type actinolite, amiante de type chrysotile. | | |
| Constats : (C4) Des déchets interdits étaient présents sur site et d'autres ont été déchargés devant l'inspection. | | |
| Observations : VI du 05/05/2022 : Lors du premier déchargement de la société REVIVAL d'Amilly réalisé le jour de la visite, un bidon métallique ayant contenu de l'acétone et un bidon plastique ayant contenu de l'acide chlorhydrique sont extraits du casier par l'agent de compactage à la demande de l'inspection. VI du 03/10/2022 : Lors de l'inspection du 3 octobre 2022, trois déchargements ont été contrôlés. Ces trois déchargements provenaient de centres de tri et concernaient des refus de tri. Pour ces trois déchargements, il n'a pas été constaté la présence de déchets interdits. Observations du 08/02/2023 : Des déchets d'ordures ménagères ont été observés au niveau du quai de déchargement. Un camion provenant de REVIVAL à Amilly est arrivé pour être déchargé et il a été observé lors du déchargement des sacs poubelles non-transparents et fermés ne laissant rien apercevoir de ce qu'ils pouvaient contenir ainsi qu'une très grande quantité de papiers valorisables, sans réaction de la part des exploitants. | | |

| |
|--|
| L'exploitant doit s'assurer de n'accueillir aucun déchet interdit sur site. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 7 : Contrôle cohérence FIPA

| | |
|--|--------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30 III. | |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, contrôle cohérence FIPA avec contrôle visuel et bon de pesée | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites | |
| Prescription contrôlée : En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité. L'exploitant de l'installation de stockage adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet et au préfet du département dans lequel est située l'installation de traitement. | |
| Constats : (C5) La procédure en cas de réception de déchets non-conformes n'est pas appliquée. | |
| Observations | VI du 05/05/2022 : |
| Les refus sont faits en amont si les analyses ne sont pas bonnes par exemple. Mais cela n'est pas tracé. Il n'y a pas de refus de chargement sur site. L'exploitant doit refuser en partie ou en totalité un chargement en cas d'identification de déchets non-conformes. | |
| Observations | du 08/02/2023 : |
| Procédure en place : La FIPA est établie avant la première acceptation sur site. Lors de la présentation à l'accueil, le client est identifié via smartphone, si sa FIPA est valide il peut aller à la pesée sinon il est refusé. Après la pesée, le camion monte après l'autorisation du compacteur. Le personnel vérifie visuellement la qualité du déchargement. Si des déchets interdits sont identifiés : - pneu, frigo, DEE etc... : une photo est envoyée par l'employé du site puis les déchets sont mis de côté pour déclasserment - matériaux potentiellement valorisables : ne pouvant être certains du potentiel valorisable ou non des déchets, une photo est prise et remontée au producteur pour s'assurer que c'est bien un déchet ultime. Pour l'année 2022 : - 35 demandes de renseignement pour des déchets potentiellement valorisables, la plupart du temps justifié que non valorisable, sans réponse. - 20 refus déchets interdits, pas de justificatif du taux de réponse des clients. | |
| Lors de la visite du 05/05/2022, des déchets potentiellement valorisables avaient été observés, l'exploitant a fourni à l'inspection le mail de remontée au producteur en date du 9 mai 2022. | |
| Lors de la présente inspection, des déchets valorisables ont été déchargés et la procédure édictée par l'exploitant avant n'a pas été déclenchée. | |
| L'exploitant doit s'assurer d'appliquer ses procédures de refus en cas de déchets non-conformes. | |
| Type de suites proposées : Avec suites | |

| |
|---|
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 8 : Déchets autorisés

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.1. |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, déchets autorisés |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Sans suite |
| Prescription contrôlée : Les installations de stockage de déchets ne sont autorisées qu'à recevoir des déchets ultimes au sens du code de l'environnement, et non dangereux au sens du décret n°2002-540 du 18 avril 2002. Les déchets admissibles pour l'enfouissement sur le site de BUCY-SAINT-LIPHARD sont les déchets municipaux et les déchets non dangereux ultimes de toute autre origine, et appartenant aux catégories ci-dessous :- des déchets industriels et commerciaux non dangereux non recyclables ou non valorisables ;- les matériaux de démolition non recyclables ;- les déchets de voiries ;- les refus de tri ; - les déchets de pré-traitement des stations d'épuration urbaines ;- les boues provenant de la préparation d'eau potable ou d'eau à usage industriel, lorsqu'elles ne présentent pas un caractère spécial, dont la siccité est supérieure ou égale à 30 % ;- les boues de station d'épuration urbaines dont la siccité est supérieure ou égale à 30 % ;- les boues et matières de curage et de dragage des cours d'eau et des bassins fortement évolutives lorsqu'elles ne présentent pas un caractère spécial ;- les boues issues de l'industrie ;- les mâchefers (10 01 15) issus de l'incinération des déchets ne contenant pas de substances dangereuses. |
| Constats : (C6) Des déchets non-autorisés sont admis sur site. |
| Observations : VI du 05/05/2022 : Des chargements contenant une part importante de déchets valorisables (cartons propres, bois notamment) sont admis sur le site. |
| Observations du 08/02/2023 : Des ordures ménagères ont été observées sur site et un déchargement contenant des papiers valorisables a été observé lors de l'inspection. De plus, des déchets contenus dans des sacs poubelles noirs, fermés ont été accueillis. Il était alors impossible de déterminer la typologie du déchet. |
| L'exploitant doit s'assurer de n'accueillir que des déchets autorisés. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 9 : Contrôle par vidéo

| | |
|--|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/02/2023, article D.541-48-1.II | |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites | |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes | |
| Constats : Vidéosurveillance en place depuis octobre 2022. | |
| Observations | : VI du 05/05/2022 : Absence de dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements respectant l'ensemble des exigences. [...] Cela doit être opérationnel avant le 01/07/2022. VI du 03/10/2022 : Le dispositif fixe de contrôle par vidéo des déchargements a été installé par la société DEF Sûreté. Il est opérationnel depuis le 7 octobre 2022.[...] |
| Observations | du 08/02/2023 : La vidéosurveillance est en place, correctement positionnée afin d'observer le déchargement et lire la plaque d'immatriculation du camion. |
| Type de suites proposées : Sans suite | |
| Proposition de suites : Sans objet | |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 64 |
| Thème(s) : Autre, Dossier de réexamen et rapport de base |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Pour les sites dont la rubrique principale est la rubrique 3540 de la nomenclature des installations classées, la procédure de réexamen prévue à l'article R.515-70 du code de l'environnement est mise en œuvre trois ans après la publication au Journal officiel de l'Union européenne de la décision concernant les conclusions des meilleures techniques disponibles relatives au traitement de déchets. Ce réexamen est à réaliser pour l'ensemble des installations présentes sur le site. |
| Constats : (C7) Pas de dossier de réexamen fourni à l'inspection. |
| Observations : La procédure de réexamen n'a pas été mise en oeuvre, l'exploitant n'a pas transmis à la date du 17 août 2022, le rapport de réexamen comme l'impose l'article R.515-71 du code de l'environnement. L'exploitant doit donc fournir le dossier de réexamen IED. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 60 jours |

N° 12 : Plan d'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.2.7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage, plan mis à disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan d'exploitation sera conforme au plan prévisionnel d'exploitation inclus dans le dossier de demande d'autorisation. Toute modification de l'exploitation par rapport au plan prévisionnel inclus dans le dossier de demande d'autorisation devra être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le plan d'exploitation fait apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emprise générale du site et de ses aménagements, - la zone à exploiter, - les niveaux topographiques des terrains, - les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones d'exploitation, - l'emplacement des casiers ou alvéoles, - les dates de début et de fin d'exploitation de chaque alvéole et le tonnage des déchets enfouis, - le schéma de collecte et de stockage des eaux ainsi que les dispositifs de traitement, - le schéma de collecte et de traitement du biogaz, - les zones réaménagées. <p>Un relevé topographique, accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes, est réalisé tous les ans.</p> |
| Constats : (C8) L'intégralité des informations ne figurent pas sur les plans. |
| <p>Observations : L'exploitant dispose de plusieurs plans d'exploitation qui ont été présentés à l'inspection, ils ont été mis à jour en septembre 2022, complétés en novembre 2022.</p> <p>Les sommitales, les dates de début d'exploitation et le tonnage des déchets enfouis n'apparaissent pas sur les plans.</p> <p>L'exploitant doit disposer de plans où l'intégralité des informations demandées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation apparaissent.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre déchets entrants |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo, l'heure de la pesée du déchet - la dénomination usuelle du déchet - le code du déchet entrant - s'il s'agit de déchets POP - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle - le cas échéant, le numéro du ou des BSDD - la quantité de déchets entrants en tonnes ou m³ - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé si le déchet est géré par un courtier ou un négociant - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs ainsi que leur numéro de récépissé - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 (TTD) - le cas échéant le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la convention de Bâle. |
| Constats : Pas de non-conformité constatée. |
| Observations : Le registre de janvier 2023 a été montré à l'inspection, puis à la demande de l'inspection, celui de novembre 2022, dans les deux cas les éléments demandés étaient présents dans les registres. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre déchets sortants |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet - la dénomination usuelle du déchet - le code du déchet - s'il s'agit de déchets POP (Polluant Organique Persistant) - le cas échéant le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle - le cas échéant, le numéro du ou des BSDD (Bordereau de Suivi de Déchet Dangereux) - la quantité de déchets sortants en tonne ou en m³ - l'adresse de l'établissement - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet ainsi que leur numéro de récépissé - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé si le déchet est géré par un courtier ou un négociant - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle |
| Constats : (C9) Le registre des déchets sortants est incomplet. |
| Observations : Les éléments manquants : <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le SIRET et l'adresse de l'établissement de destination - le numéro de récépissé du transporteur - le libellé de l'exutoire de destination - la quantification - le code de traitement - le numéro DTF |
| L'exploitant doit tenir un registre des déchets sortants complet. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/02/2023, article R.541-45.I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Trackdéchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> |
| Constats : Pas de non-conformité constatée. |
| <p>Observations : Aucun bordereau émis depuis la mise en place de trackdechets. Le seul déchet dangereux produit par l'installation est la vidange du débourbeur-déshuileur.</p> <p>La dernière vidange a été faite en 2021, le BSD papier complet et signé a été présenté à l'inspection.</p> <p>L'exploitant devra justifier l'absence de vidange du débourbeur-déshuileur en 2022.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/02/2023, article R.541-43.II |
| Thème(s) : Risques chroniques, RNTDS (Registre national des déchets, terres excavées et sédiments) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : « 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; « 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; « 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; « 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; « 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. |
| Constats : (C10) L'exploitant ne transmet pas les données au RNTDS. |
| Observations : La mise en place est prévue au mois de mai 2023, le premier test doit être lancé en mars 2023 sur l'ISDND de Soings-en-Sologne (41). |
| L'exploitant doit enregistrer ses données dans le RNTDS. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |